



IMPACT GENRE DE LA COVID-19 AU CAMEROUN



LES FEMMES
COMPTENT



Sommaire

1. Quelle est la situation épidémiologique de la Covid-19 dans le monde et particulièrement au Cameroun ?	3
2. Quelle est l'approche méthodologique utilisée ?	4
3. Quel est le profil des répondant.e.s ?	5
4. Quel est le niveau d'information des répondant.e.s sur la pandémie de Covid-19 ?	8
5. Les mesures gouvernementales sont-elles respectées par les répondant.e.s ?	9
6. Quel est le vécu des répondant.e.s par rapport à la maladie ?	12
7. Quelles sont les principales sources de stress des répondant.e.s du fait de la pandémie ?	13
8. Quel est l'impact des mesures de lutte anti-Covid-19 sur le revenu des répondant.e.s ?	14
9. Quelles sont les stratégies adaptatives des ménages face à la Covid-19 ?	15
10. Quel est l'effet des mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19 sur le fonctionnement des ménages des répondant.e.s ?	17
11. Quel est l'effet des mesures de lutte sur les violences domestiques ?	20
12. Quelles sont les propositions en vue d'une gestion améliorée de la Covid-19 ?	23
13. Que retenir de cette enquête ?	24
14. Quelles sont les recommandations formulées ?	25
15. Comment citer ce document ?	27
16. Quels sont les documents de références ?	27

1. Quelle est la situation épidémiologique de la Covid-19 dans le monde et particulièrement au Cameroun ?

La maladie à coronavirus ou Covid-19 est une maladie infectieuse émergente de type zoonose virale, causée par la souche de coronavirus SARS-CoV-2. Les symptômes les plus fréquents sont la fièvre, la toux, la fatigue et la gêne respiratoire. Dans ses formes les plus graves, l'apparition d'un syndrome de détresse respiratoire aiguë peut entraîner la mort, notamment chez les personnes fragiles du fait de l'âge avancé ou en cas de comorbidités. Toutefois, tout le monde est susceptible de contracter la maladie Covid-19, le principal mode de contamination étant de l'homme à l'homme.

L'épidémie de coronavirus, dont le premier foyer endémique s'est déclaré en Chine, gagne inexorablement du terrain dans le monde entier. Les premiers cas remontent au mois de décembre 2019 dans la ville de Wuhan en Chine. La maladie va rapidement se propager dans tous les continents, au point où l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) lance une alerte internationale le 9 janvier 2020, déclare l'épidémie comme une urgence de santé publique de portée internationale (USPPI), le 30 janvier 2020 et l'érige en pandémie en mars 2020.

Au 30 avril 2020, 193 pays sont touchés, plus de 3 millions de personnes atteintes et 266 000 morts, dont la majorité (95,5%) en Europe, aux Etats-Unis, en Asie et en Amérique latine (OMS, 2020).

En Afrique, le premier cas déclaré a été signalé en Egypte au mois de février 2020. D'après l'OMS, 37 393 cas sont confirmés et 1 598 décès enregistrés au 30 avril 2020. L'Afrique du Sud et l'Égypte ont dépassé la barre des 5 000 cas. Ils sont suivis par le Maroc (4 359 cas), l'Algérie (3 848 cas) et le Ghana (2 074 cas).

Au Cameroun, le premier cas signalé remonte au 06 mars 2020. Au 30 avril 2020, 2 069 cas sont confirmés et 61 décès enregistrés (MINSANTE, 2020). Au fil du temps, le nombre de nouveaux cas est en nette progression, plaçant le Cameroun parmi les pays africains actuellement les plus touchés par la pandémie.

Les statistiques désagrégées par sexe restent peu disponibles, pour mieux analyser la morbidité différentielle entre les hommes et les femmes. Toutefois, les statistiques du MINSANTE au 30 avril 2020 révèlent qu'environ 71% des cas de contaminations sont des hommes.

POINT DE SITUATION COVID-19 au Cameroun le 30 avril 2020



MINSANTE, 2020

* *Qu'est-ce qui justifie la réalisation d'une enquête sur l'impact genre de la Covid-19 au Cameroun ?*

Pour endiguer la propagation de cette pandémie, le Gouvernement a mis sur pied une stratégie de prévention et de riposte prescrivant aux populations dès le 17 mars 2020, 13 mesures, lesquelles ont été complétées par 7 autres le 9 avril 2020. Celles-ci concernent

notamment : (i) la fermeture des frontières ; (ii) la fermeture des établissements publics et privés d'enseignement et de formation ; (iii) l'interdiction de rassemblements de plus de 50 personnes ; (iv) la fermeture dès 18 h de tous les débits de boissons, restaurants et lieux de loisirs ; (v) la régulation des flux de consommateurs dans les marchés et les espaces commerciaux ; (vi) la restriction des déplacements urbains et interurbains, (vii) l'interdiction de surcharges dans les bus et taxis ; (viii) la généralisation du port obligatoire du masque ; etc.

Bien que ces mesures soient nécessaires, elles auraient eu des effets sur les conditions de vie des populations, notamment sur les relations entre homme et femme, en raison des pressions économiques et sociales induites par la pandémie. Les Nations Unies (2020) relèvent à ce propos que les restrictions des mobilités entraînent une hausse alarmante des violences domestiques et des inégalités de genre au sein des ménages.

A la suite de ce constat, l'Entité des Nations Unies pour l'Égalité des Sexes et l'Autonomisation des Femmes (ONUFEMMES), avec la collaboration du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF) et l'appui technique du Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population (BUCREP), a organisé du 06 au 20 mai 2020, une enquête

d'évaluation rapide sur l'impact genre de la Covid-19 au Cameroun.

*** Enquête sur la Covid-19 : pour quelle finalité ?**

L'objectif général de cette enquête est de montrer comment la pandémie de Covid-19, affecte les femmes, filles, hommes et garçons ainsi que leurs rapports au sein du ménage. Elle permet de ce fait, de ressortir leurs besoins et préoccupations dans un contexte de Covid-19.

Ainsi, les résultats de cette enquête pourraient fournir des éléments de plaidoyer en vue d'une meilleure prise en compte des besoins spécifiques des hommes et des femmes dans la stratégie de riposte contre la pandémie de Covid-19 au Cameroun.

Plus spécifiquement, ceux-ci permettent de mettre en relief les inégalités de genre notamment relatives :

- au respect des mesures gouvernementales ;
- à l'allocation du temps aux charges domestiques au sein des ménages ;
- aux stratégies adaptatives des ménages suite à l'application des mesures gouvernementales de prévention ;
- à la perception de l'augmentation des violences domestiques au sein des ménages.

2. Quelle est l'approche méthodologique utilisée ?

L'enquête sur l'impact genre de la Covid-19 au Cameroun a été réalisée du 06 au 20 mai 2020. Compte tenu du contexte sanitaire qui impose des mesures de restriction de mobilité et de distanciation sociale, l'option d'une évaluation rapide en ligne a été privilégiée. Cette approche offre les principaux avantages suivants (Frippiat et Marquis, 2010) :

- un gain de temps comparativement aux enquêtes classiques ;
- un faible coût lié à l'élimination des dépenses inhérentes à la mise en œuvre des enquêtes classiques ;
- la possibilité d'atteindre des populations difficilement joignables par les canaux traditionnels ;
- la flexibilité dans le choix de la période de remplissage des questionnaires par les répondants ;
- la gestion et le suivi en temps réel pour évaluer l'avancement de l'opération et réagir

- immédiatement si nécessaire ;
- le respect plus accru des principes d'anonymat et de confidentialité, limitant ainsi les biais liés aux répondants et à la désirabilité sociale notamment ;
- une meilleure qualité et fiabilité des données.

En raison de la pratique encore peu courante d'enquêtes en ligne dans le contexte camerounais, de l'accessibilité restreinte à internet, la contrainte majeure que soulève ce type d'enquête est le biais de sélection des enquêtés et partant la faible hétérogénéité de l'échantillon.

La diffusion du lien du questionnaire s'est effectuée via des plateformes professionnelles et réseaux relationnels. Celui-ci couvrirait les aspects suivants :

- les caractéristiques sociodémographiques des répondants et des ménages ;
- les informations sur la Covid-19 et le respect des mesures de lutte édictées par le gouvernement ;

- l'effet de l'application des mesures de lutte sur le revenu des répondants ;
- l'effet de l'application des mesures de lutte sur l'allocation du temps aux tâches domestiques ;
- l'effet de l'application des mesures de lutte sur les violences domestiques ;
- les stratégies adaptatives des ménages face aux effets des mesures gouvernementales ;
- les propositions des répondant.e.s relatives à la gestion de la pandémie.

Au total 2 024 répondant.e.s résidant ou en séjour au Cameroun ont participé à l'enquête.

Le test statistique de chi 2 a été utilisé pour mettre en évidence l'association entre variables. Pour la comparaison des proportions entre les hommes et les femmes, il a fallu recourir au test de proportion. Ces comparaisons ne sont faites par la suite, que si les différences entre les deux sexes sont significatives au seuil de 5%.

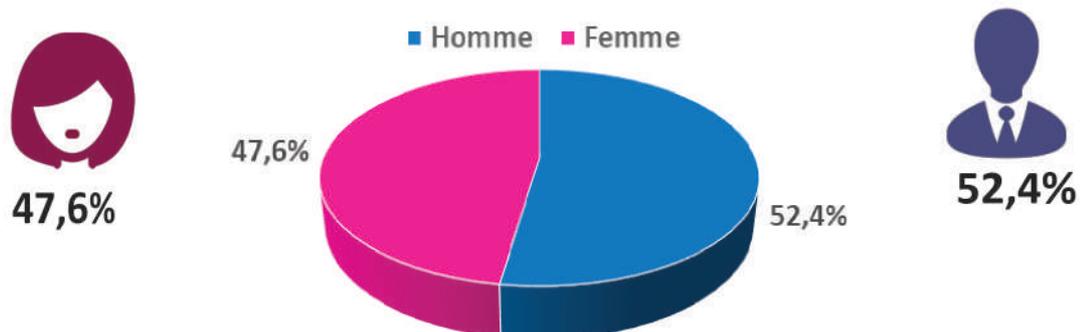
3. Quel est le profil des répondant.e.s ?

Le profil des répondant.e.s est élaboré à partir des variables suivantes : le sexe, l'âge, le statut matrimonial, la source de revenu et le lieu de résidence.

** Des répondant.e.s majoritairement de sexe masculin*

Sur un total de 2 024 répondant.e.s, 52,4% sont des hommes et 47,6% des femmes.

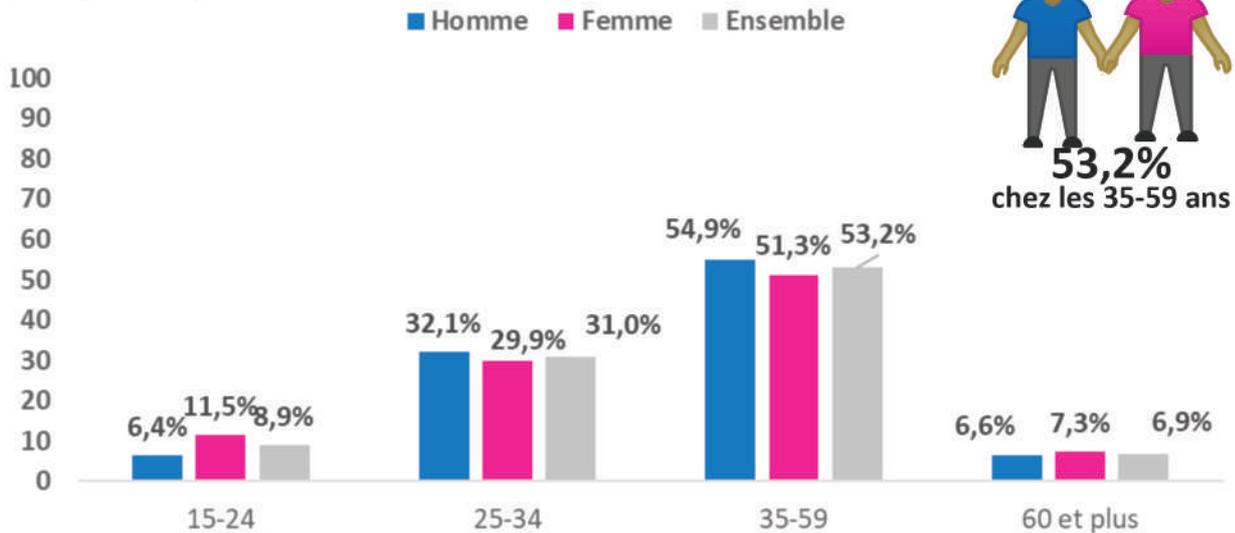
Graphique 1. Proportion (%) de répondant.e.s par sexe



*** Des répondant.e.s majoritairement âgés de 35 à 59 ans**

Un peu plus de la moitié (53,2%) des répondant.e.s ont entre 35 et 59 ans, soit 54,9% chez les hommes et 51,3% chez les femmes.

Graphique 2. Proportion (%) de répondant.e.s par groupes d'âges selon le sexe

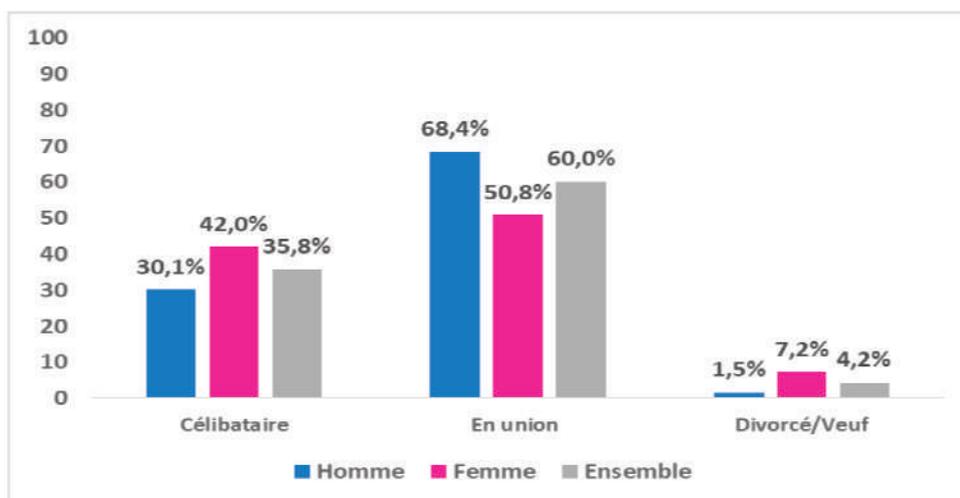


Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

*** Des répondant.e.s pour la plupart en union**

Trois répondant.e.s sur cinq sont en union : près de 70% chez les hommes et 50,8% chez les femmes.

Graphique 3. Proportion (%) de répondant.e.s par situation matrimoniale selon le sexe

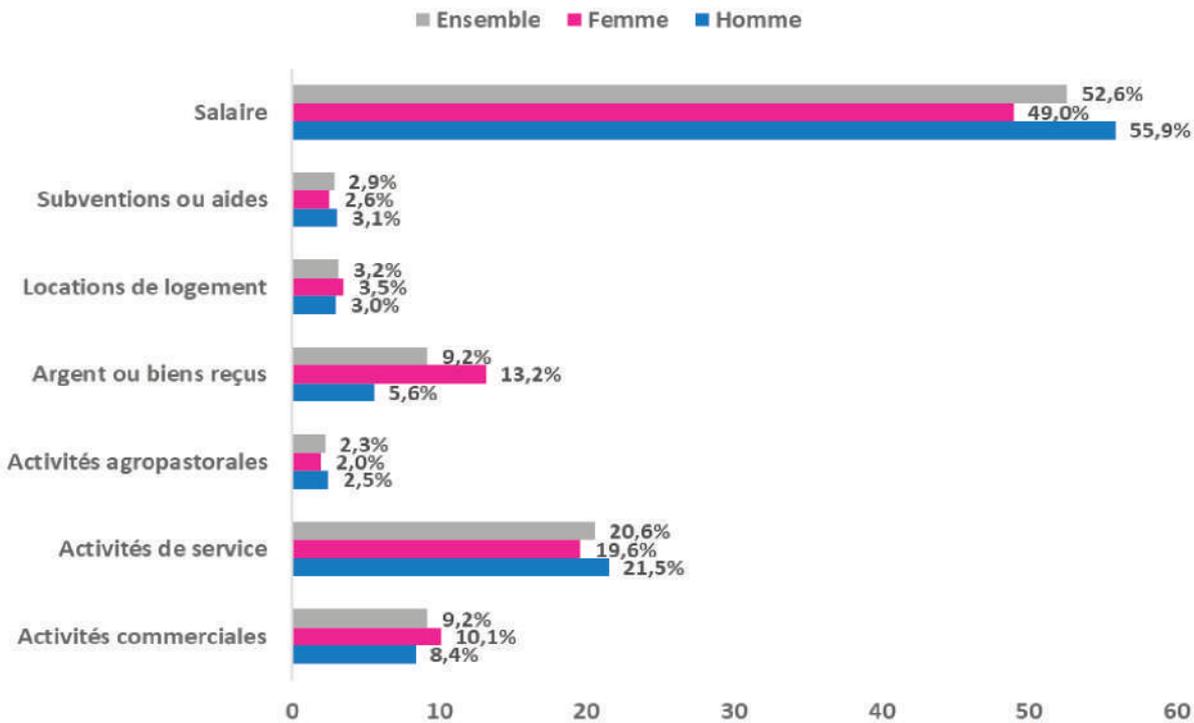


Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

*** Un peu plus de la moitié des répondant.e.s salarié.e.s**

Un peu plus de la moitié des répondant.e.s est salariée. Cette proportion est de 55,9% chez les hommes et de 49,0% chez les femmes.

Graphique 4. Proportion (%) de répondant.e.s par source de revenu selon le sexe

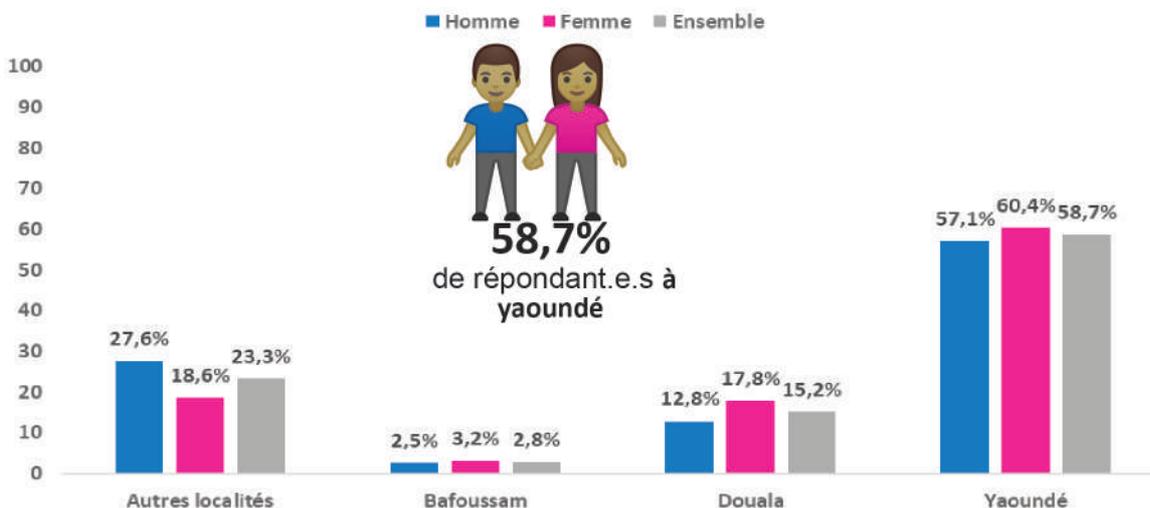


Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

*** Yaoundé : principal lieu de résidence des répondant.e.s**

Près de 60% de répondant.e.s résident dans la ville de Yaoundé, soit 60,4% chez les femmes et 57,1% chez les hommes.

Graphique 5. Proportion (%) de répondant.e.s par lieu de résidence selon le sexe



Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

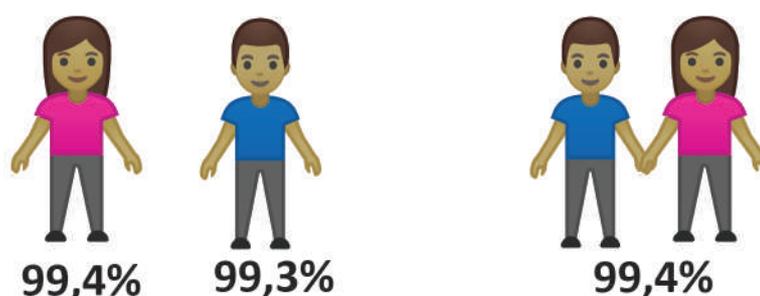
4. Quel est le niveau d'information des répondant.e.s sur la pandémie de Covid-19 ?

La communication et la sensibilisation sont des maillons essentiels dans la stratégie de prévention et de riposte contre la pandémie de Covid-19. Compte tenu des modes de contagion de cette maladie, la connaissance et l'appropriation des mesures barrières sont indispensables.

* *La quasi-totalité des répondant.e.s informés de la Covid-19*

Presque tous les répondant.e.s (99,3%) ont déjà entendu parler de la pandémie de Covid-19, soit 99,4% de femmes et 99,3% d'hommes. Cependant, il pourrait se poser une question de perception et d'appropriation des messages par les populations. Ces dernières pourraient émettre plus ou moins des doutes sur l'existence réelle de la maladie et véhiculer des messages pouvant conduire à la désinformation.

Graphique 6. Proportion (%) de répondant.e.s ayant déjà entendu parler de la Covid-19 selon le sexe



Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

* *Les médias classiques (radio, TV, journaux) comme principale source d'information des répondant.e.s sur la Covid-19*

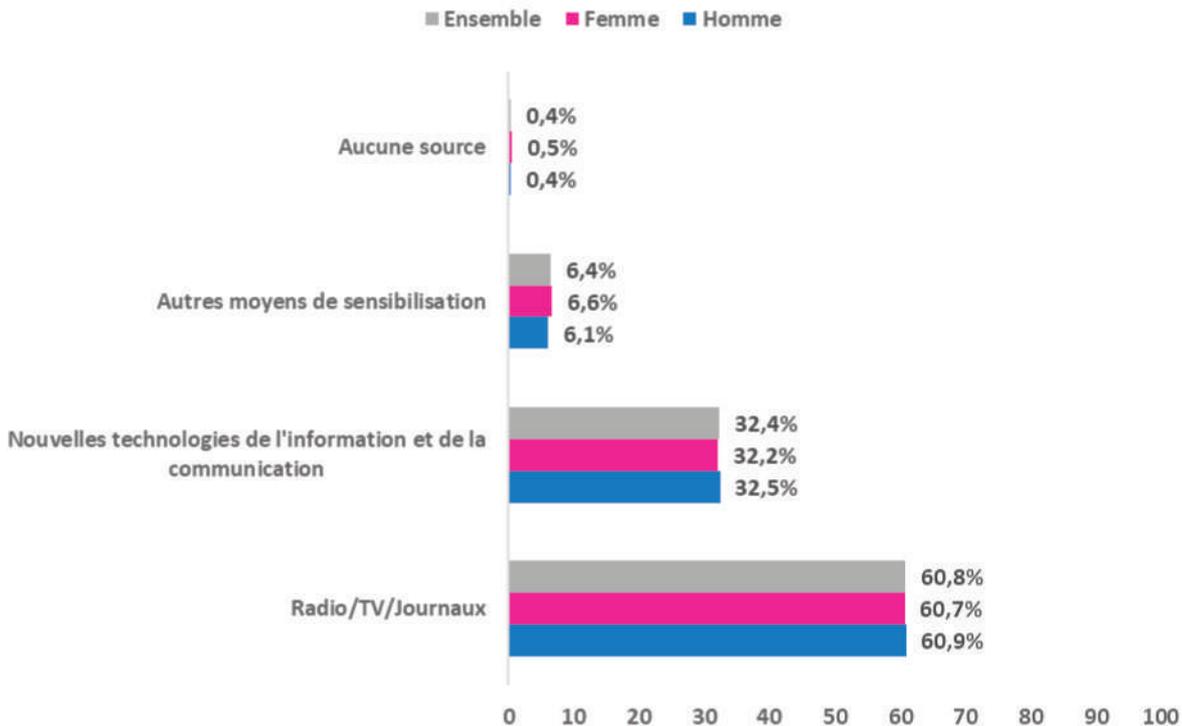
Les principaux canaux d'information sur la Covid-19 ne diffèrent pas entre les hommes et les femmes, et sont par ordre d'importance :

- > la radio, la télévision et les journaux pour un peu plus de 6 répondant.e.s sur 10 ;
- > les nouvelles technologies de l'information (médias sociaux, téléphones, etc.) pour un peu plus de 3 répondant.e.s sur 10 ;
- > et les autres sources d'information : l'entourage, les services publics et autres organisations non gouvernementales ou de la société civile (6%).

L'insuffisance des infrastructures d'électricité et de transport de la fibre optique, les faibles revenus, l'analphabétisme et le manque d'intérêt pourraient constituer un frein à l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication pour s'informer sur la Covid-19, notamment dans les zones rurales.

Par ailleurs, en raison du caractère récent de la maladie, il se pourrait que les stratégies de sensibilisation de proximité n'aient pas encore été assez développées par les Organisations Non Gouvernementales / Organisations de la Société Civile.

Graphique 7. Principales sources d'information (%) des répondant.e.s sur la Covid-19



Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

5. Les mesures gouvernementales sont-elles respectées par les répondant.e.s ?

Parmi les 20 mesures édictées par le Gouvernement, sept (7) ont fait l'objet de la présente étude, à l'effet d'évaluer les comportements et pratiques des répondant.e.s. Il s'agit de :

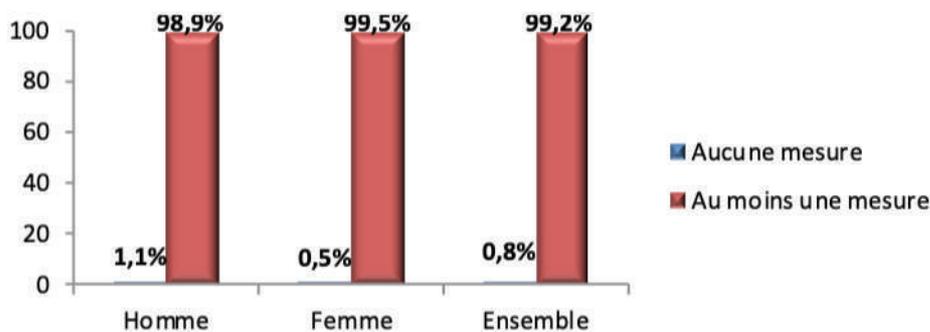
- l'interdiction de participer aux rassemblements de plus de 50 personnes ;
- l'interdiction de surcharger dans les transports en commun ;
- l'obligation de se couvrir la bouche et le nez avec un mouchoir jetable, ou d'utiliser le pli du coude lorsqu'on tousse ou éternue ;
- l'obligation de porter un masque lors des sorties ;
- l'obligation de respecter la mesure de distanciation sociale d'un mètre au minimum;
- l'obligation de se laver les mains plusieurs fois par jour avec une solution hydro alcoolique et/ou du savon ;
- l'obligation de ne sortir que si nécessaire.



*** Des mesures gouvernementales respectées par la majorité des répondant.e.s**

Dans l'ensemble, 99,2% des répondant.e.s déclarent respecter au moins une mesure.

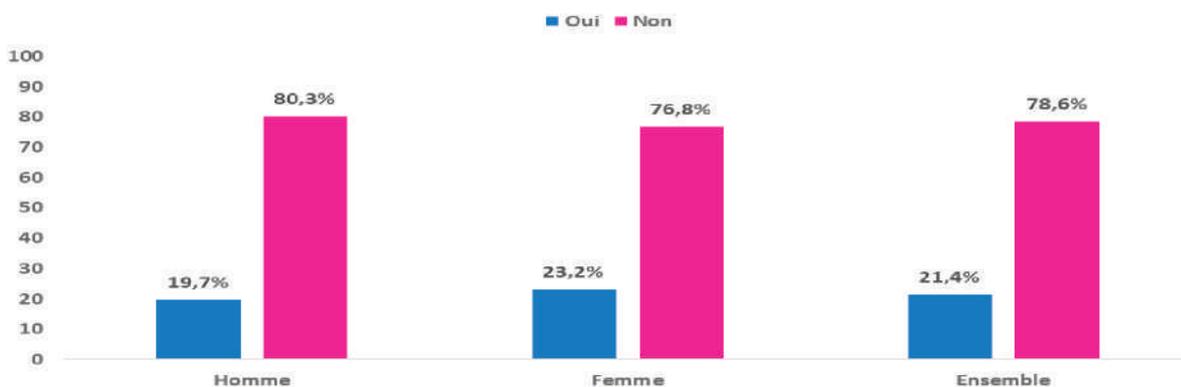
Graphique 8. Proportion (%) de répondant.e.s déclarant respecter ou non au moins une mesure gouvernementale



Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

Globalement, 21,4% des répondant.e.s ont déclaré avoir respecté toutes les mesures barrières. Cette proportion est plus élevée chez les femmes (23,2%) que chez les hommes (19,7%).

Graphique 9. Proportion (%) de répondant.e.s déclarant respecter toutes les mesures gouvernementales



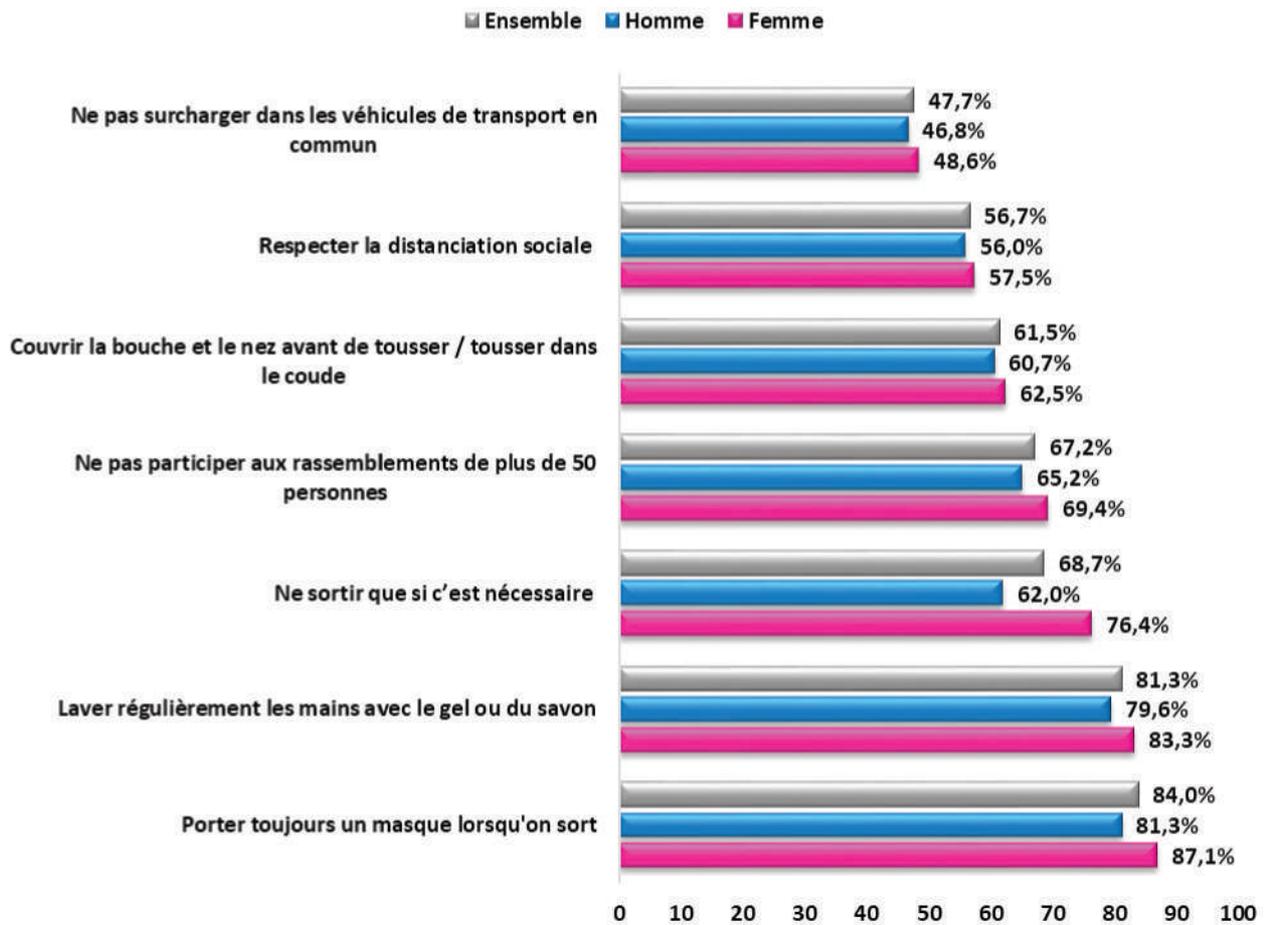
Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

*** Le port du masque et le lavage régulier des mains sont les mesures gouvernementales les plus citées par les répondant.e.s**

Les mesures les plus citées sont le port régulier d'un masque à l'extérieur du domicile (84,0%) et le lavage régulier des mains (81,3%). En revanche, les mesures les moins citées sont la non surcharge dans les transports en commun (47,7%) et le respect de la distanciation sociale (56,7%).



Graphique 10. Proportion (%) de répondant.e.s déclarant respecter au moins un type de mesure gouvernementale selon le sexe



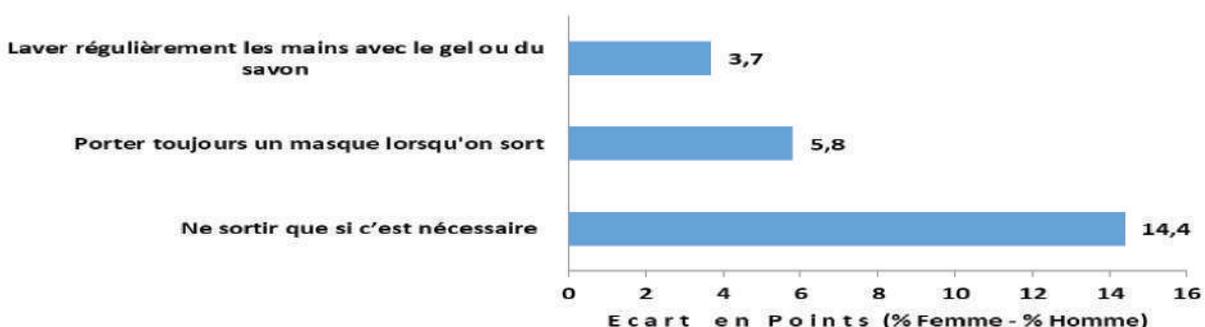
Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

Cette vue d'ensemble voile cependant des disparités entre les hommes et les femmes.

*** Un respect différentiel des mesures gouvernementales entre les hommes et les femmes**

Le comportement des répondant.e.s face aux mesures-clés diffère entre les hommes et les femmes en ce qui concerne trois mesures : le port régulier du masque à l'extérieur du domicile, le lavage régulier des mains et la limitation des sorties.

Graphique 11. Ecart de comportements entre les femmes et les hommes enquêtés face aux mesures gouvernementales prescrites



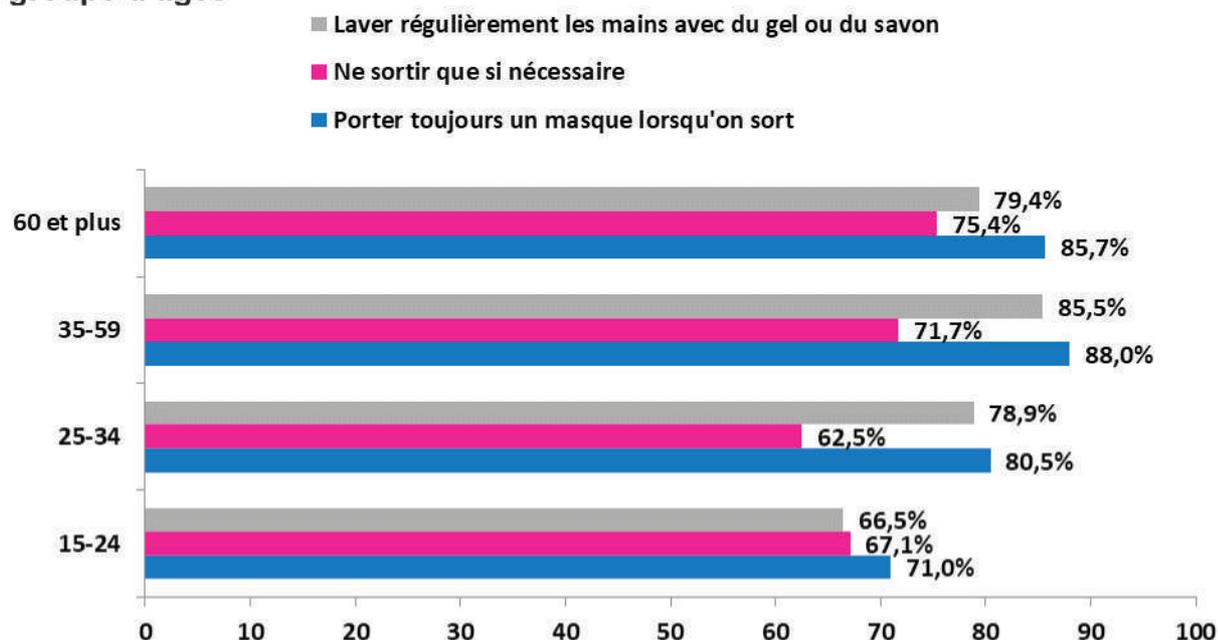
Source: ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

L'écart le plus important (14 points) entre les deux sexes s'observe pour les sorties en cas de nécessité. Les pesanteurs socioculturelles pourraient être énoncées parmi les contraintes liées à une plus grande restriction de mobilité par les femmes contrairement aux hommes.

*** Un respect différentiel de certaines mesures clés selon l'âge**

Les personnes âgées de 35-59 ans déclarent respecter, plus que les autres groupes d'âges, le port du masque (88,0%) et le lavage régulier des mains avec du gel ou du savon (85,5%). Les personnes âgées de 15-24 ans quant à elles respectent le moins la quasi-totalité des mesures gouvernementales. Chez les personnes âgées de 60 ans et plus, la restriction des sorties est la mesure la plus déclarée, probablement en raison des risques plus élevés à ces âges d'être contaminé par le coronavirus.

Graphique 12. Proportion (%) des répondants par type de mesure respectée selon le groupe d'âges



Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

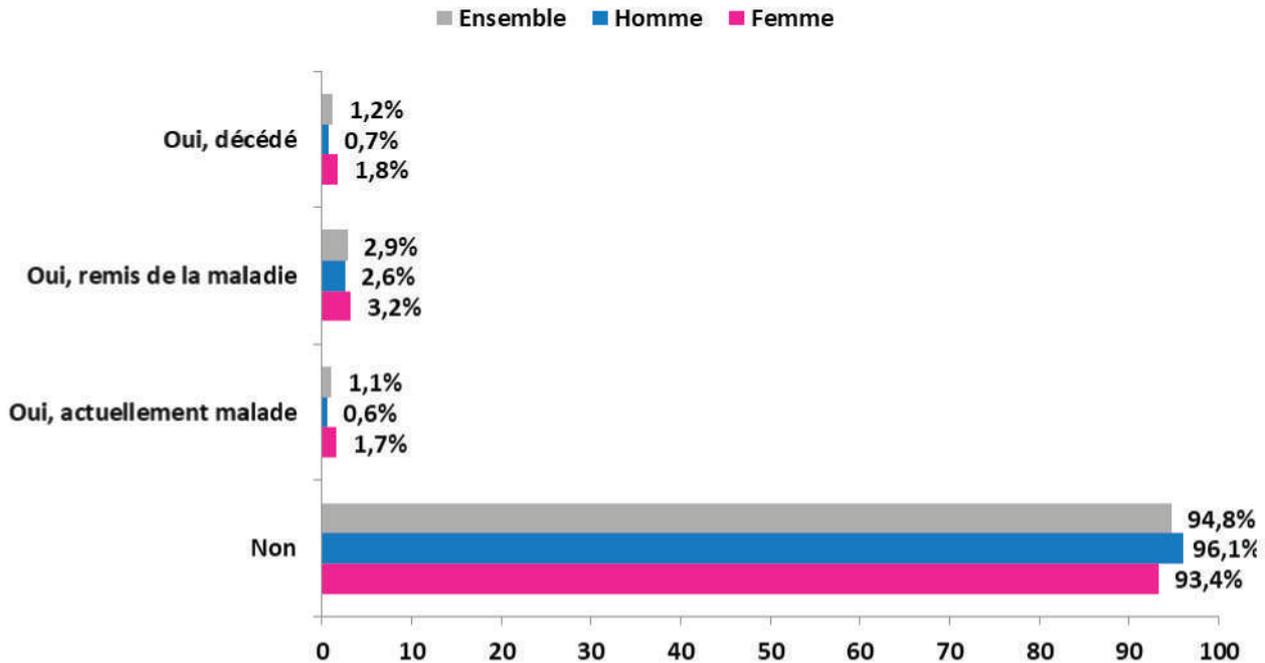
6. Quel est le vécu des répondant.e.s par rapport à la maladie ?

Le vécu par rapport à la maladie renvoie à l'expérience personnelle des répondant.e.s sur les cas de maladie, guérison ou de décès dans leur entourage.

*** La quasi-totalité des répondant.e.s déclarent n'avoir eu aucune expérience personnelle**

Un peu plus de 9 répondant.e.s sur 10 (94,8%) ont déclaré n'avoir eu aucun cas de maladie, de guérison ou de décès dans leur entourage. Chez les femmes, cette proportion est de 93,4% et de 96,1% chez les hommes.

Graphique 13. Proportion (%) de répondant.e.s par vécu personnel de la maladie selon le sexe



Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

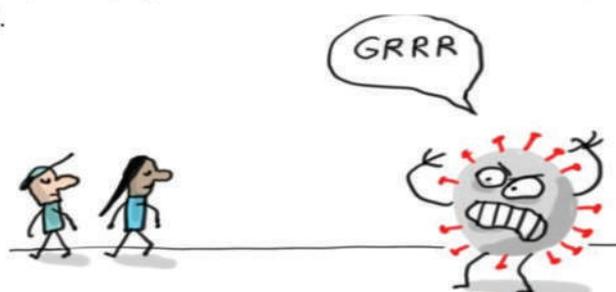
7. Quelles sont les principales sources de stress des répondant.e.s du fait de la pandémie ?

L'application des mesures gouvernementales contre la pandémie de Covid-19 a été source de stress pour bon nombre de répondant.e.s. Les sources de stress renvoient à l'angoisse due à la peur d'attraper la maladie, à la restriction de participation aux activités sociales, au fonctionnement du ménage et aux difficultés économiques.

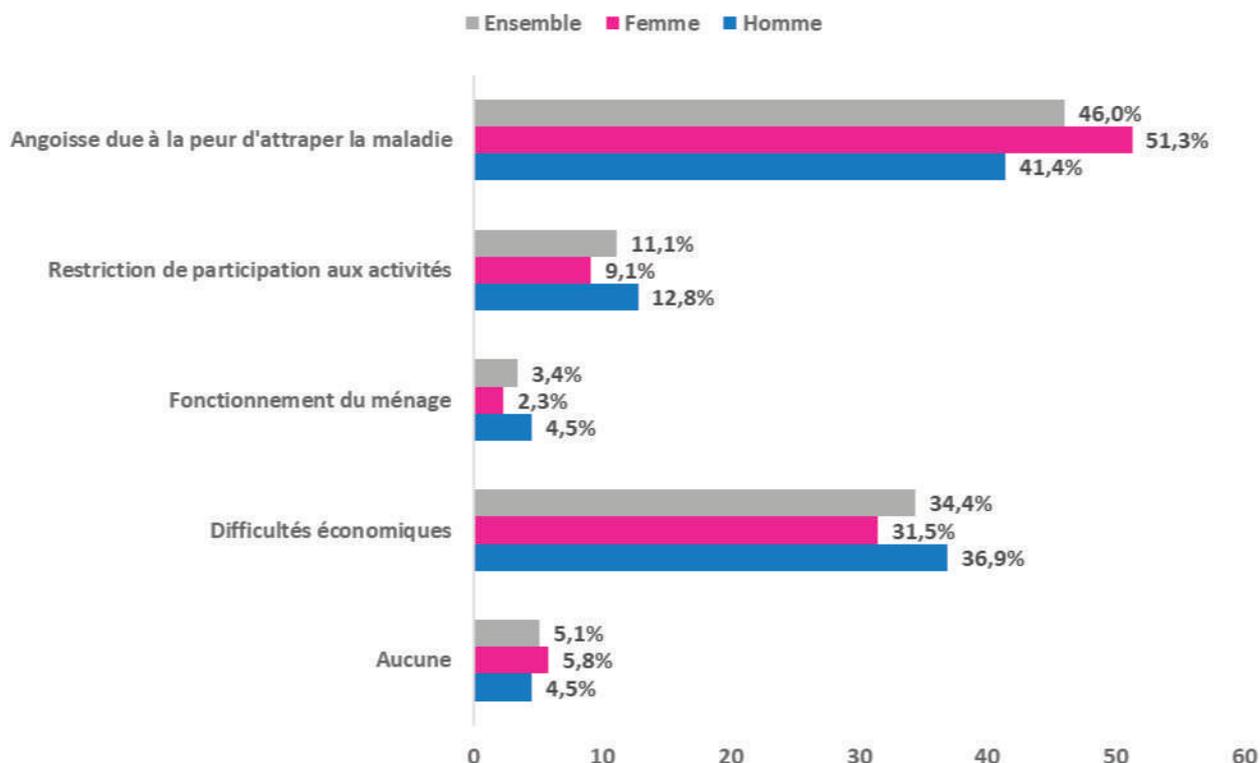
*** La peur d'attraper la maladie chez les femmes et les difficultés économiques chez les hommes comme principales sources de stress**

L'angoisse liée à la peur d'attraper la Covid-19 est la principale source de stress (46%) déclarée par les répondant.e.s., et beaucoup plus par les femmes (51,3%) que les hommes (41,4%). Cette angoisse pourrait avoir un impact négatif sur la santé mentale. Les déclarations des hommes en revanche, vont plus dans le sens des difficultés économiques (36,9% contre 31,5% chez les femmes).

En plus d'avoir peur d'attraper la maladie, les populations sont angoissées du fait du report, voire de l'annulation des événements sociaux (mariages, cérémonies funèbres, baptêmes, etc.) ou du manque à gagner dans leurs activités induit par l'application des mesures gouvernementales.



Graphique 14. Proportion (%) de répondant.e.s par type de difficulté éprouvée selon le sexe



Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

8. Quel est l'impact des mesures de lutte anti-Covid-19 sur le revenu des répondant.e.s ?

Les mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19 ont eu un effet sur le revenu des répondants.

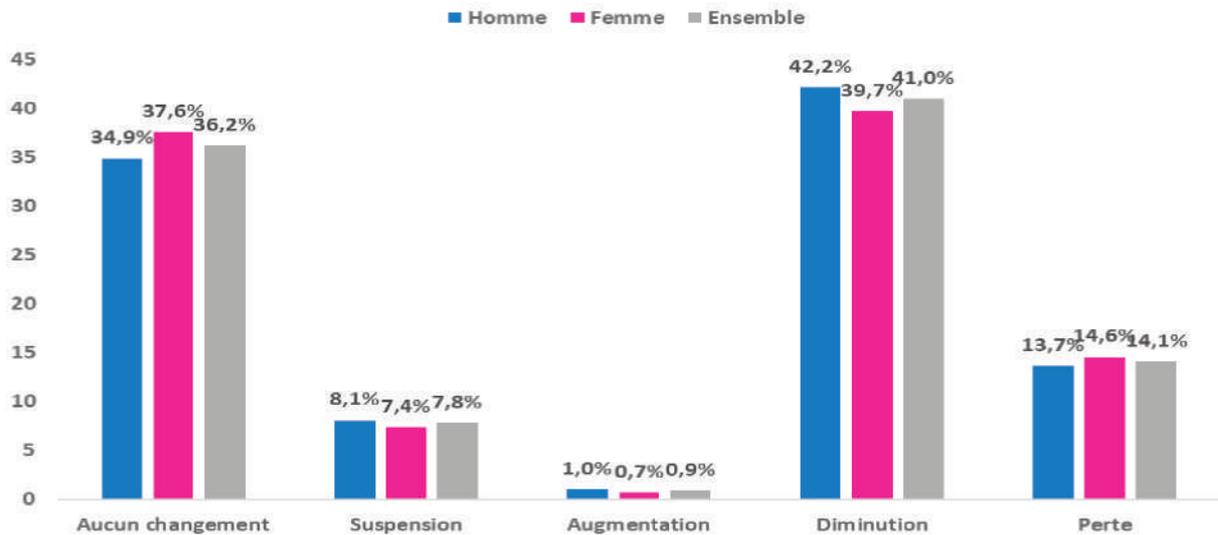
* Un effet négatif sur le revenu dans l'ensemble

La plupart des répondants (62,9% dans l'ensemble, 61,7% de femmes et 63,8% d'hommes) ont déclaré que leur revenu a subi un effet négatif, soit une diminution pour 41%, une perte pour 14,1% ou une suspension pour 7,8%.

Cet effet négatif sur le revenu est déclaré aussi bien par les femmes que les hommes. La proportion des répondants déclarant avoir subi une baisse est de 42,2% chez les hommes et de 39,7% chez les femmes. Parmi ceux ayant déclaré avoir subi une perte, 14,6% sont des femmes et 13,7% des hommes. Avec la crise sanitaire et l'entrée en vigueur des mesures gouvernementales, une baisse généralisée de l'activité économique a été constatée, avec un impact négatif sur le panier de la ménagère. Presque toutes les activités informelles autour des écoles, des lieux de culte, relatives à l'organisation d'événements sociaux ont été suspendues. Les Petites et Moyennes Entreprises dirigées par les femmes ont pour la plupart connu un ralentissement de leurs activités (salon de coiffure, bar/restaurant, etc.). De plus, le capital financier soutenant ces activités a été entamé pour subvenir aux besoins

des ménages. Par ailleurs, la réduction du nombre de passagers dans les transports publics a de manière insidieuse conduit à l'augmentation du coût de transport et contribué à la baisse des revenus des populations et notamment des femmes «bayam sallam».

Graphique 15. Proportion (%) de répondant.e.s ayant ou non subi un changement du niveau de revenu selon le sexe



Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

9. Quelles sont les stratégies adaptatives des ménages face à la Covid-19 ?

Pour faire face à la baisse, perte ou suspension de leur revenu, ainsi qu'à la hausse de leurs dépenses domestiques, les répondant.e.s ont déclaré avoir mis en œuvre des stratégies adaptatives.

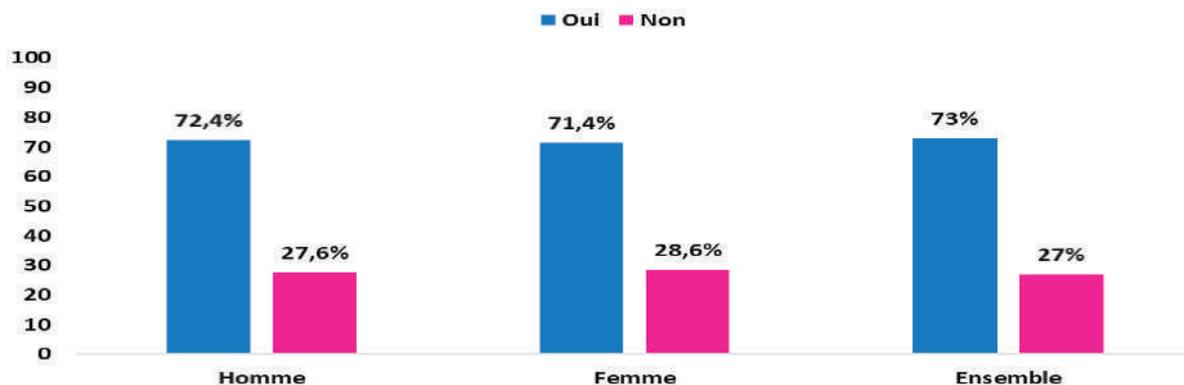
** Des stratégies adaptatives mises en œuvre au sein des ménages de la majorité des répondants*

Un peu plus de 7 répondant.e.s sur 10, pratiquement autant d'hommes que de femmes, déclarent qu'une stratégie adaptative a été mise en œuvre au sein des ménages dans lesquels ils vivent.

Ces stratégies permettent aux ménages de faire face à la hausse des dépenses domestiques courantes (biens alimentaires, produits d'hygiène tels que le savon ou le gel hydro-alcoolique, factures d'eau et d'électricité), à celles liées à l'achat du matériel alternatif de jeu et d'apprentissage pour les enfants et les adultes ou à l'achat des forfaits téléphoniques et internet.



Graphique 16. Proportion (%) de répondant.e.s déclarant la mise en œuvre d'une stratégie adaptative au sein de leur ménage



Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

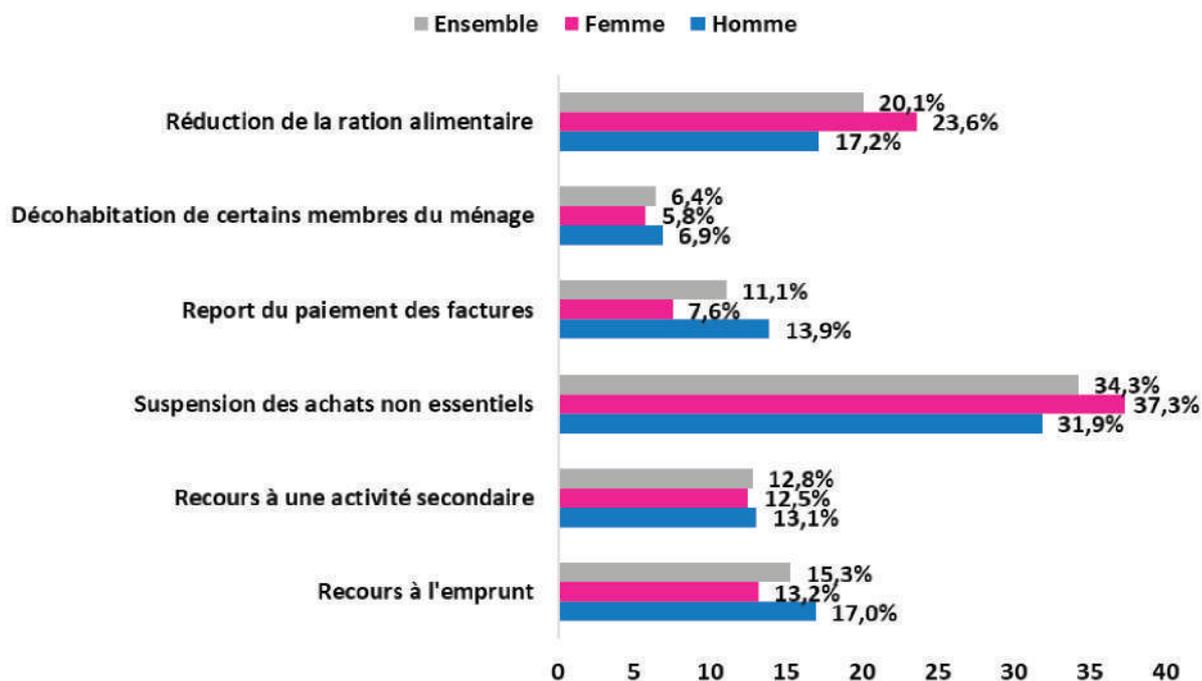
* Des stratégies adaptatives variées

Trois stratégies majeures sont le plus citées par les répondant.e.s : (1) la suspension des achats non essentiels (34,3%) ; (2) la réduction de la ration alimentaire (20,1%) et ; (3) le recours à l'emprunt (15,3%). Dans une moindre mesure, le recours à une activité secondaire (12,8%) et le report du paiement des factures (11,1%) sont également cités.

Les stratégies adaptatives varient selon le sexe du répondant :

- > les hommes, comparativement aux femmes, déclarent principalement adopter des stratégies visant la stabilité financière : recours à l'emprunt (17% contre 13,2%) et report du paiement des factures (13,9% contre 7,6%) ;
- > les femmes quant à elles, déclarent majoritairement opter pour des stratégies en lien avec la gestion quotidienne du ménage : suspension des achats non essentiels (37,3% contre 31,9%) et réduction de la ration alimentaire (23,6% contre 17,2%).

Graphique 17. Proportion (%) de répondant.e.s par type de stratégie adaptative selon le sexe



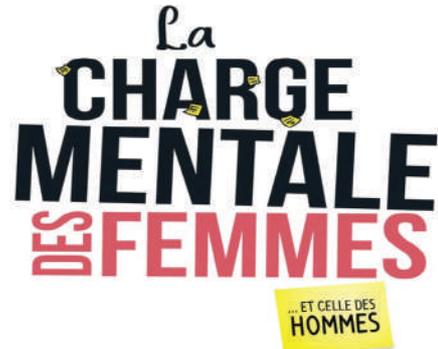
Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

10. Quel est l'effet des mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19 sur le fonctionnement des ménages des répondant.e.s ?

Le fonctionnement des ménages renvoie à l'allocation du temps et au recours à l'aide pour la réalisation des tâches domestiques.

* *Tâches domestiques chez les femmes et activités intellectuelles chez les hommes comme activités les plus consommatrices de temps*

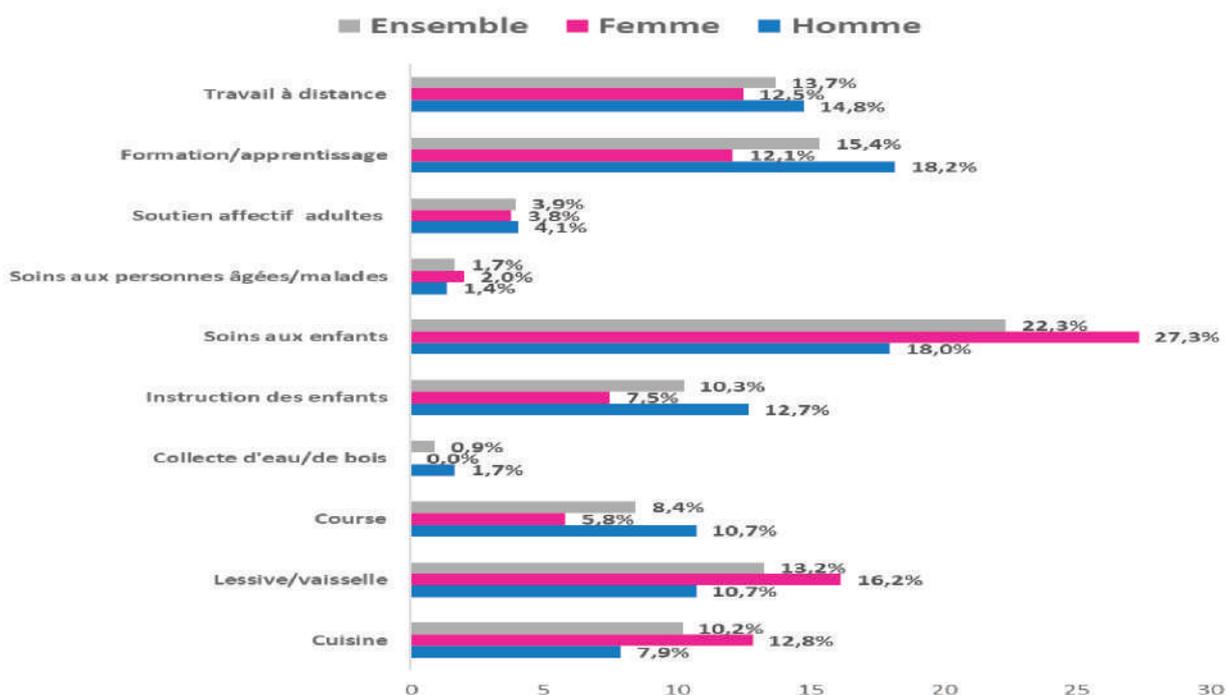
Avec l'entrée en vigueur des mesures gouvernementales de lutte contre la pandémie, les répondants déclarent passer la majeure partie de leur temps à prendre soin des enfants (22,3%), suivre une formation (15,4%), travailler à distance (13,7%) et entretenir le logement (13,3%).



Les femmes déclarent allouer plus de temps à prendre soin des enfants (27,3% contre 18% pour les hommes) tandis que les hommes déclarent occuper la majeure partie de leur temps à suivre une formation (18,2% contre 12,1% pour les femmes).

Cette augmentation du temps et de la pénibilité des travaux domestiques pour les femmes, se justifie par la présence permanente à domicile du conjoint et des enfants. En plus de ces tâches domestiques, les femmes déclarent également poursuivre leurs activités professionnelles, en plus de dispenser des cours de soutien aux enfants. Par conséquent, la charge mentale ressentie par les femmes pour planifier toutes ces activités pourrait être accentuée.

Graphique 18. Proportion (%) de répondant.e.s suivant l'activité la plus consommatrice de temps selon le sexe



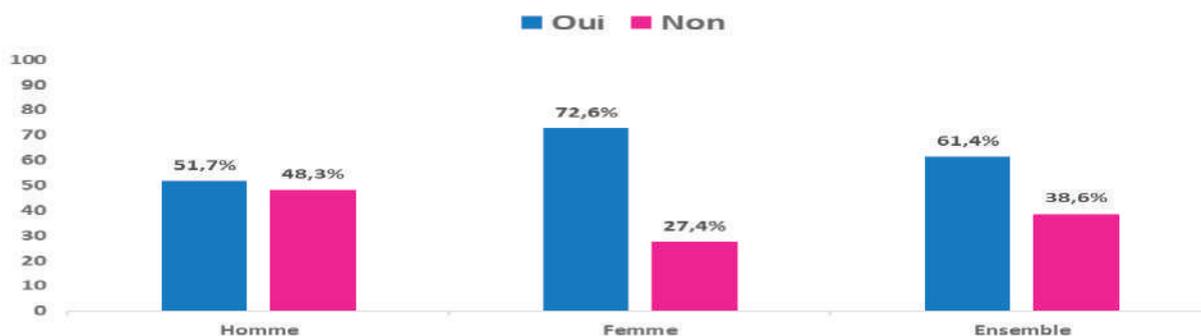
Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

*** La majorité des répondants déclarent avoir reçu plus d'aide que d'habitude pour les travaux domestiques.**

De façon globale, 6 répondants sur 10 ont déclaré avoir reçu plus d'aide que d'habitude pour les travaux domestiques, les femmes beaucoup plus que les hommes (72,6% contre 51,7%). Par contre, 38,6% de répondant.e.s ont déclaré ne pas recevoir de l'aide pour les travaux domestiques, dont la plupart sont des hommes (48,3%).



Graphique 19. Proportion (%) de répondant.e.s déclarant avoir reçu plus d'aide pour les tâches domestiques selon le sexe



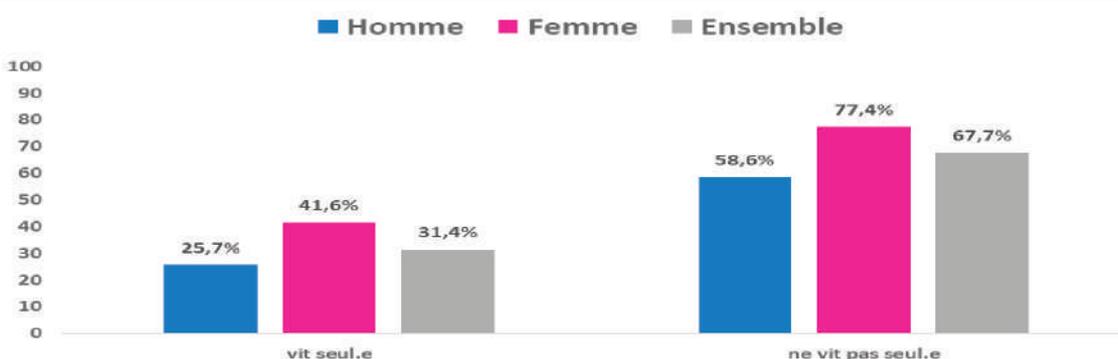
Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

*** Une aide accrue, différentielle selon la structure du ménage et le sexe des répondant.e.s**

L'essentiel de l'aide supplémentaire reçue provient des membres du ménage. La probabilité pour un.e répondant.e de recevoir plus d'assistance dans les tâches domestiques est fonction de la composition du ménage dans lequel il (elle) vit. En effet, 67,7% des répondant.e.s appartenant à des ménages de plusieurs personnes déclarent recevoir plus d'assistance contre seulement 31,4% des répondant.e.s vivant seul.e.

Quelle que soit le type de ménage, les femmes déclarent recevoir plus d'aide que les hommes. Parmi les répondant.e.s qui vivent seul.e.s, 41,6% de femmes déclarent recevoir plus d'aide contre 25,7% d'hommes. Chez les répondant.e.s ne vivant pas seul.e.s, 77,4% de femmes contre 58,6% d'hommes reçoivent de l'aide.

Graphique 20. Proportion (%) de répondant.e.s déclarant avoir reçu plus d'aide par type de ménage selon le sexe

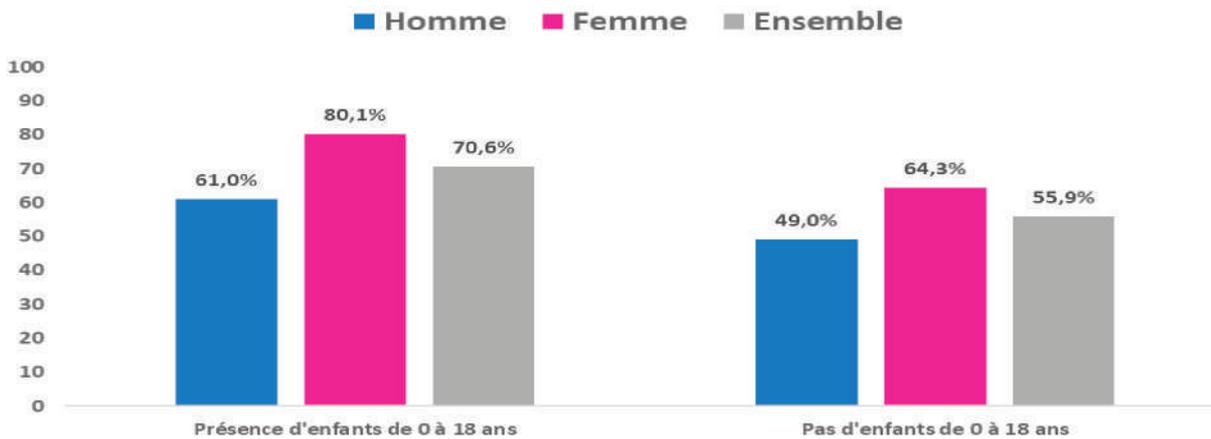


Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

* Une aide provenant essentiellement des enfants de moins de 18 ans

L'essentiel de l'assistance en vue de la réalisation des tâches domestiques provient majoritairement des enfants de moins de 18 ans. En effet, 70,6% des répondant.e.s vivant dans les ménages qui abritent des enfants de moins de 18 ans ont déclaré recevoir plus d'assistance, contre 55,9% de répondant.e.s des ménages qui n'en abritent pas.

Graphique 21. Proportion (%) de répondant.e.s déclarant avoir reçu plus d'aide par type de structure du ménage selon le sexe



Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

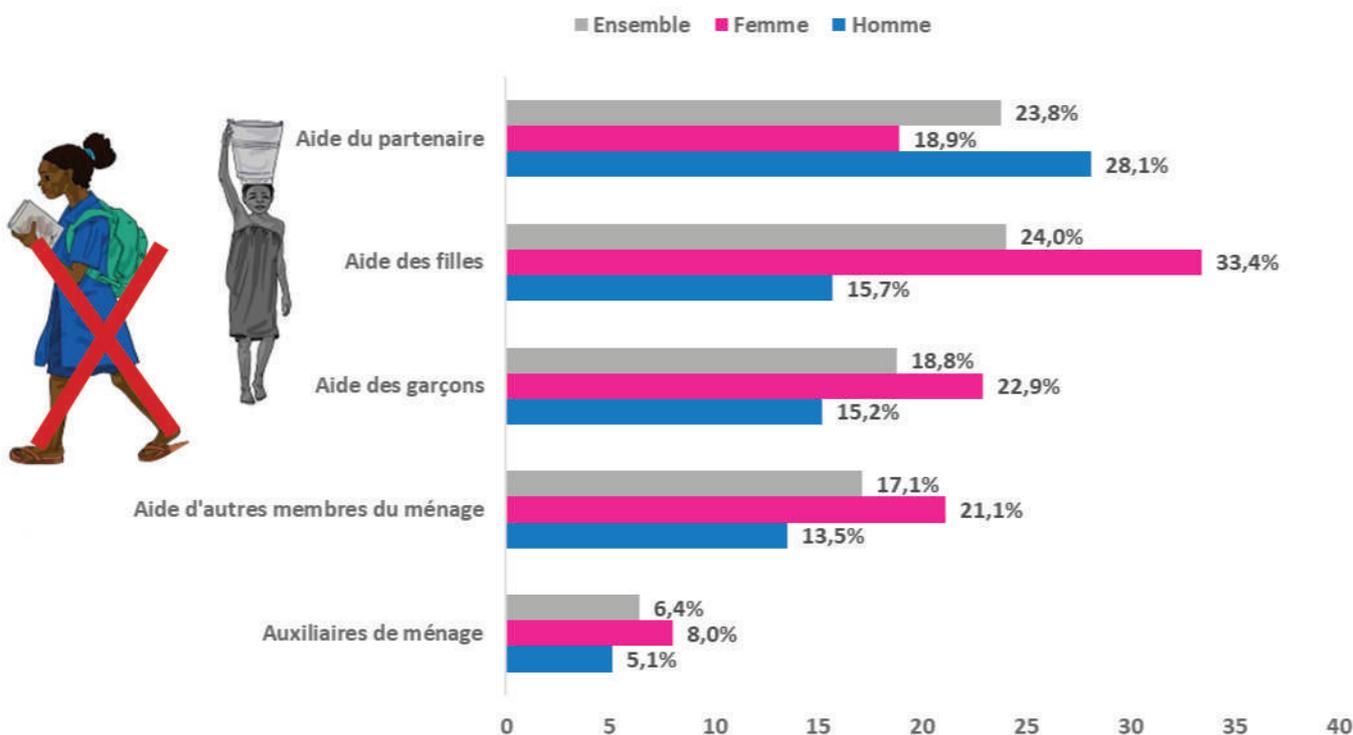
Qu'il y ait ou non des enfants de moins de 18 ans dans le ménage, les femmes ont déclaré recevoir plus d'assistance que les hommes. En effet, dans les ménages comportant des enfants de moins de 18 ans, 80,1% de femmes contre 61% d'hommes le déclarent. De même, dans les ménages n'ayant pas d'enfant de moins de 18 ans, ces proportions sont de 64,3% chez les femmes contre 49% chez les hommes.

* Une plus grande implication des filles dans les travaux domestiques

De manière globale, les filles restent davantage impliquées dans les travaux domestiques en cette période de Covid-19. En effet, leur aide est la plus déclarée par les répondant.e.s (24%), suivie de celle du partenaire (23,8%), des garçons (18,8%) et des autres membres du ménage (17,1%). L'aide supplémentaire des auxiliaires de ménage reste assez marginale dans la mesure où seulement 6,4% des répondant.e.s la cite. En effet, ces auxiliaires de ménage qui pour la plupart sont des femmes, ont connu un ralentissement de leur activité, avec une incidence grave sur les revenus et les moyens de subsistance de cette catégorie de travailleurs.



Graphique 22. Proportion (%) de répondant.e.s déclarant avoir reçu plus d'aide par source selon le sexe



Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

*** Une aide supplémentaire venant essentiellement des filles pour les femmes et de la partenaire pour les hommes**

La hiérarchisation des sources d'aide reçues pour les tâches domestiques varie en fonction du sexe du bénéficiaire. L'aide supplémentaire la plus déclarée par les femmes est celle des filles (33,4%), suivie de celle des garçons (22,9%), des autres membres du ménage (21,1%), et enfin du partenaire (18,9%).

Chez les hommes par contre, l'aide supplémentaire la plus déclarée est celle du partenaire (28,1%), suivie de celle des filles, des garçons et des autres membres du ménage, déclarées respectivement par 15,7%, 15,2% et 13,5% des répondant.e.s.

Si peu de répondantes déclarent recevoir une aide de la part de leur partenaire, de façon générale, ces dernières bénéficient en général d'une aide beaucoup plus importante provenant d'autres sources que les hommes.

Les résultats qui précèdent mettent en exergue les constructions sociales et stéréotypes de genre liés à la division sexuée du travail au sein du ménage, qui assignent les tâches ménagères aux femmes et aux filles. Avec l'entrée en vigueur des mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19, ces inégalités ont considérablement augmenté.

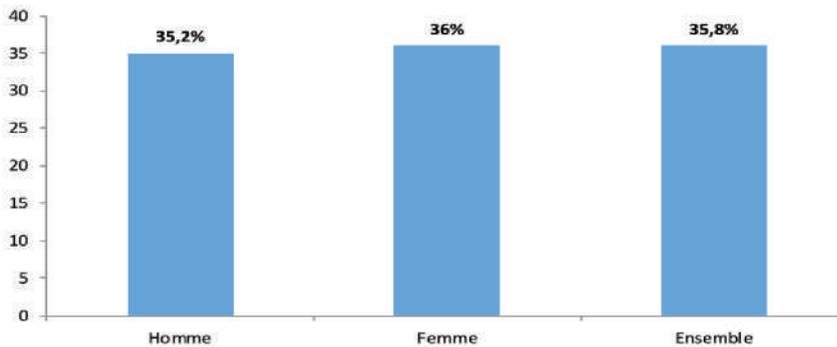
11. Quel est l'effet des mesures de lutte sur les violences domestiques ?

La crise sanitaire liée au Covid-19 augmente les tensions au sein des ménages et, par conséquent, les risques de violences domestiques.

* Une augmentation des violences domestiques

Près de 4 répondant.e.s sur 10 (35,8%) déclarent avoir observé une augmentation de violences au sein des ménages dans lesquels ils/elles vivent. Ce constat est aussi bien fait par les hommes (35,2%) que par les femmes (36%). La restriction des mobilités, la diminution des ressources financières et l'anxiété des populations pourraient être à l'origine de ce regain de tensions.

Graphique 23. Proportion (%) de répondant.e.s déclarant avoir observé une augmentation des violences au sein des ménages selon le sexe



Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

“N’ignorons surtout pas les violences sexuelles faites aux femmes et aux filles en ces temps de crise sanitaire”

* Les violences économiques¹ et les violences psychologiques² en augmentation au sein des ménages

L’augmentation des violences économiques est déclarée à hauteur de 15,3%. Les hommes déclarent davantage que les femmes une augmentation des violences économiques (18% contre 12,2%).

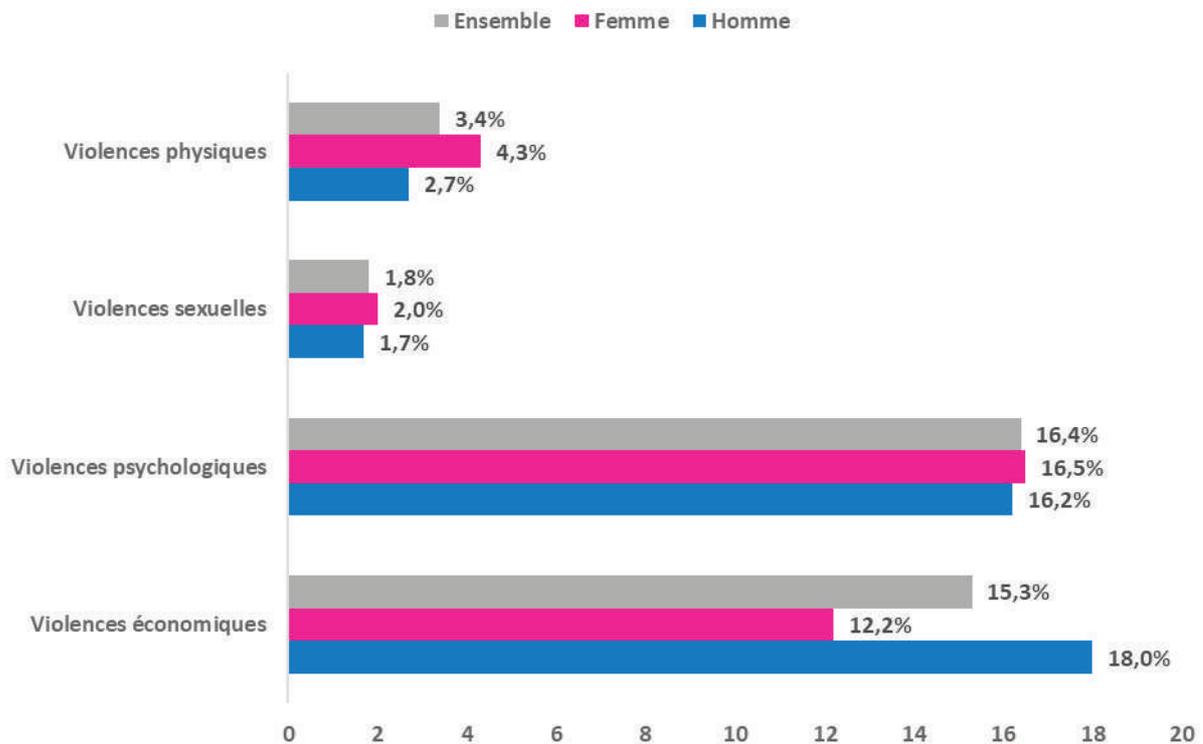
Le fait pour les hommes de déclarer davantage de violences économiques traduirait les pressions liées aux rôles socialement attendus d’eux. En effet, ces derniers sont considérés comme les principaux pourvoyeurs des ressources financières tandis que la femme doit assurer la gestion du foyer. Or, en cette période de crise sanitaire, l’application des mesures gouvernementales a eu des effets négatifs sur leurs revenus (perte, suspension, diminution).



1 Refus de donner de l’argent au conjoint, confiscation de l’argent du conjoint, contrôle des dépenses du conjoint, refus de donner de l’argent de ration, etc.

2 Injures, dénigrements, espionnage, humiliations, manipulations, attaques verbales, scènes de jalousie, etc.

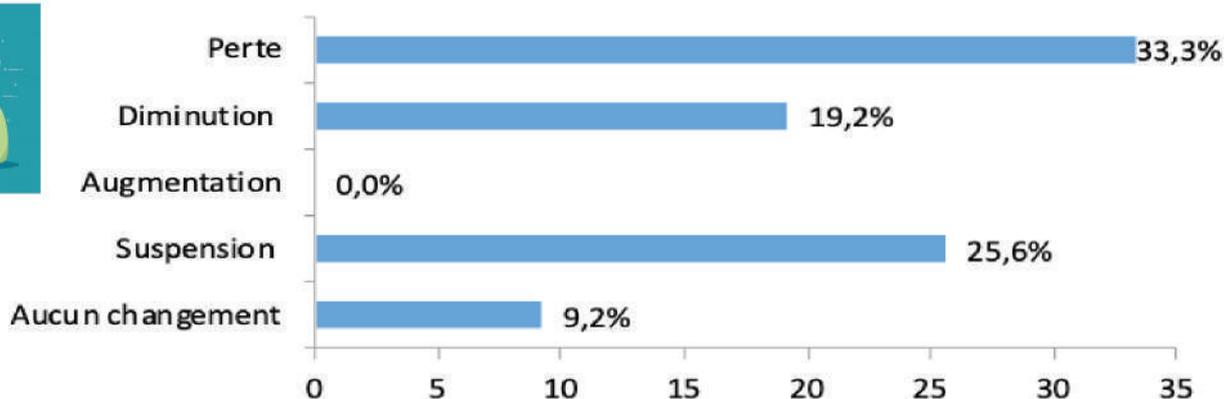
Graphique 24. Proportion (%) de répondant.e.s déclarant avoir observé une augmentation des violences par typologie selon le sexe



Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

Chez les hommes qui ont déclaré avoir observé une augmentation des violences économiques, 33,3% ont subi une perte, 25,6% une suspension et 19,2% une diminution de leur revenu.

Graphique 25. Proportion (%) de répondants déclarant avoir observé une augmentation de violences économiques selon le changement subi par le revenu



Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

Les hommes autant que les femmes déclarent une hausse des violences psychologiques (16,4%).

La peur d'attraper la Covid-19 en l'absence d'un traitement homologué, les tensions dues au fait de passer plus de temps ensemble et l'incapacité à subvenir aux besoins supplémentaires pourraient accentuer les violences psychologiques au sein du ménage.

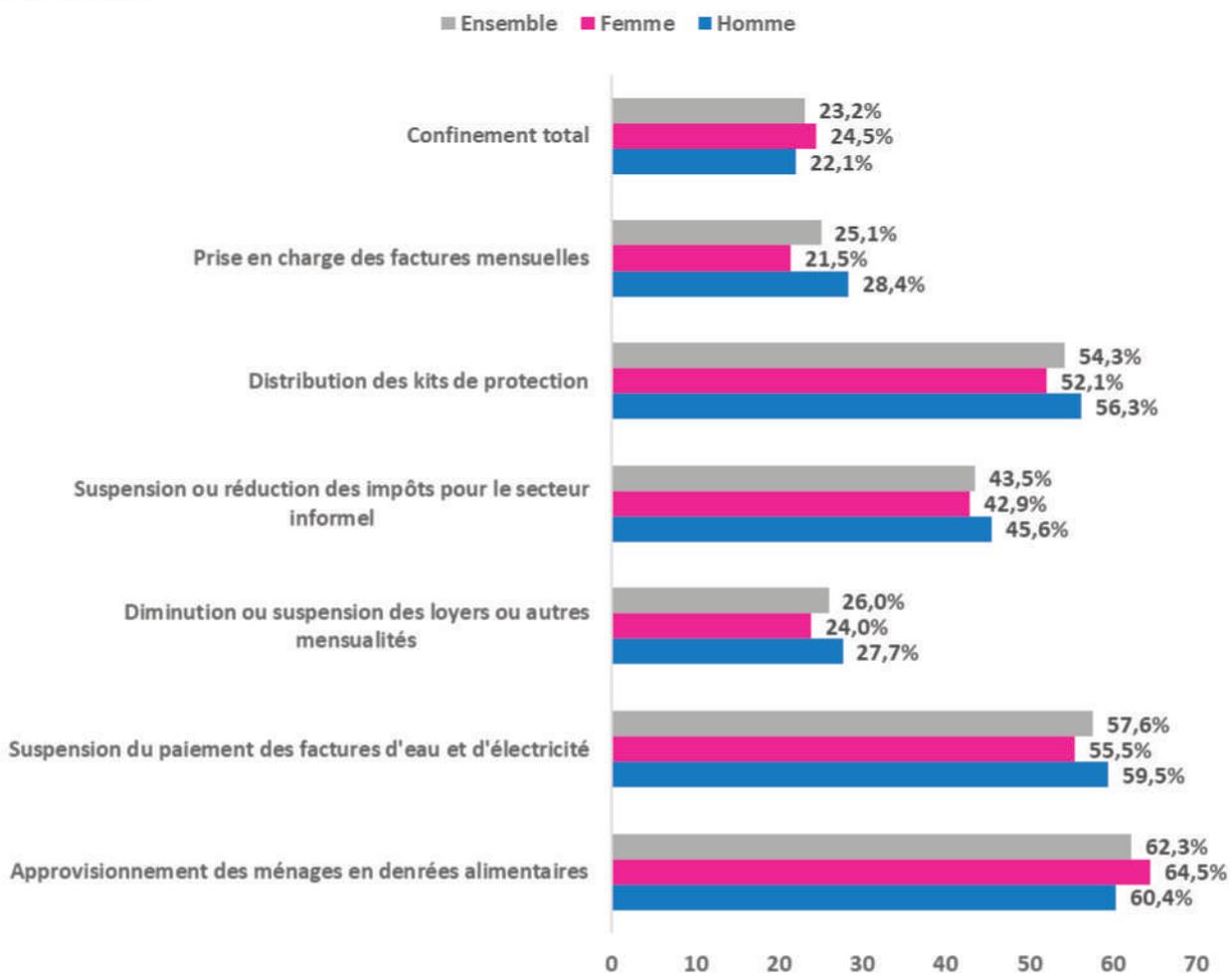
12. Quelles sont les propositions en vue d'une gestion améliorée de la Covid-19 ?

L'avènement de la Covid-19 a créé une situation sanitaire inédite et a contraint les Etats à prendre des mesures de gestion de crise. Ces mesures ont eu des répercussions économiques et sociales sur les populations et la nécessité de les accompagner s'est imposée.

* Des mesures sociales majoritairement proposées par les répondant.e.s

Dans l'ensemble, les répondant.e.s proposent quatre principales mesures supplémentaires pour la gestion de la pandémie de Covid-19 au Cameroun : (1) l'approvisionnement des ménages en denrées alimentaires (62,3%) ; (2) la suspension du paiement des factures d'eau et d'électricité (57,6%) ; (3) la distribution gratuite des kits de protection (54,3%) et (4) la suspension ou la réduction des impôts pour les travailleurs du secteur informel (43,5%). Cette dernière proposition pourrait contribuer à soulager les femmes, majoritairement représentées dans ce secteur (ECAM, 2014), qui ont également besoin d'appuis financiers pour relancer leurs activités génératrices de revenus.

Graphique 26. Proportion (%) des répondant.e.s par type de mesures proposées selon le sexe



Source : ONUFEMMES - BUCREP, GIRAS COVID-19, 2020

Les mesures proposées varient peu selon le sexe des répondants. Cependant, les hommes proposent un peu plus que les femmes, la prise en charge des factures mensuelles (28% contre 21%). Ce résultat mettrait en exergue le rôle social de l'homme, à qui incombe la prise en charge des dépenses mensuelles (loyer et charges locatives) du ménage.

13. Que retenir de cette enquête ?

Cette enquête avait pour ambition de fournir des éléments de plaidoyer en vue d'une meilleure prise en compte des besoins spécifiques des hommes et des femmes dans la stratégie de riposte contre la pandémie de Covid-19 au Cameroun.

Les résultats de cette enquête montrent que :

1

le sexe n'est pas un facteur discriminant l'accès à l'information. En effet, la quasi-totalité des répondant.e.s (99,3%) avaient déjà entendu parler de la Covid-19 au moment de l'enquête, les médias classiques (radio, TV, journaux) constituant la principale source d'information aussi bien pour les hommes que pour les femmes (60,8%).

2

Les femmes, comparativement aux hommes, respectent plus les trois mesures gouvernementales suivantes : i) la restriction des mobilités (76,4% contre 62%), ii) le port régulier du masque à l'extérieur du domicile (87,1% contre 81,3%) et, iii) le lavage régulier des mains (83,3% et 79,6%). Toutefois, il est à craindre un relâchement du respect de ces mesures depuis leur assouplissement intervenu le 30 avril 2020.

3

Les sources de stress en temps de Covid-19 diffèrent entre les hommes et les femmes. Les hommes sont plus stressés par les difficultés économiques que les femmes (36,9% contre 31,5%). Ces dernières quant à elles, ont plus peur d'attraper la maladie que les hommes (51,3% contre 41,4%).

4

Les mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19 ont eu un effet négatif sur le revenu des individus, aussi bien chez les hommes que chez les femmes (62,9%).

5

Les stratégies adaptatives diffèrent entre les hommes et les femmes. Pour les hommes, elles sont davantage axées vers la stabilité financière :

recours à l'emprunt (17% contre 13,2%) et report du paiement des factures (13,9% contre 7,6%). Chez les femmes en revanche, ces stratégies sont relatives à la gestion quotidienne du ménage : suspension des achats non essentiels (37,3% contre 31,9%) et réduction de la ration alimentaire (23,6% contre 17,2%).

6

Malgré la restriction des mobilités, la répartition des tâches au sein des ménages entre les hommes et les femmes n'a pas beaucoup changé. Les tâches domestiques chez les femmes et les activités intellectuelles chez les hommes sont les activités les plus chronophages. En effet, le temps des femmes est davantage consacré aux soins des enfants (27,3% contre 18,0%). En revanche, les hommes passent la majorité de leur temps à suivre une formation (18,2% contre 12,1%).

7

L'aide supplémentaire dans les travaux domestiques provient essentiellement des filles, pour les mères (33,4%) et de la partenaire, pour les hommes (18,9%).

8

L'augmentation des violences domestiques est un fait que l'on ne saurait ignorer durant la crise actuelle de Covid-19. Dans l'ensemble, les répondant.e.s déclarent une augmentation des violences domestiques (35,8%). Toutefois, les hommes évoquent davantage une augmentation des violences économiques (18,0% contre 12,2%).

14. Quelles sont les recommandations formulées?

Au vu des principaux résultats de l'enquête et de la situation épidémiologique actuelle, un certain nombre de recommandations ont été formulées. Celles-ci visent l'amélioration de la sensibilisation et de l'information, de l'état de santé des populations, des conditions économiques des populations, la lutte contre les violences domestiques et la recherche-action.

a. Amélioration de la sensibilisation et de l'information sur la pandémie

- Intensifier la sensibilisation au travers d'autres canaux (ONG, leaders communautaires, femmes leaders d'associations, etc.). Dans cette optique, il faudrait mener des campagnes de sensibilisation de proximité dans les lieux publics, les espaces de réunions de femmes ou à base communautaire ;
- Mieux adapter les messages de sensibilisation vers des cibles spécifiques (jeunes, hommes, femmes, personnes âgées, enfants de la rue, personnes vivant avec un handicap, population rurale, malades de la Covid-19, etc.), afin de lutter contre la désinformation, les préjugés et la stigmatisation. Cela passe notamment par les actions suivantes : (i) la traduction des messages de sensibilisation en langues nationales ; (ii) leur formulation en fonction des cibles spécifiques et ; (iii) l'identification des canaux les plus appropriés pour atteindre ces cibles.

b. Amélioration de l'état de santé physique et mental des populations

- Sensibiliser davantage les communautés au respect des mesures barrières et autres mesures gouvernementales, à une bonne hygiène de vie et aux dangers du stress sur la santé physique ;
- Améliorer l'accueil, le circuit et la prise en charge des malades de Covid-19 dans les formations sanitaires agréées ;
- Sensibiliser les populations à ne pas désertier les hôpitaux et autres centres de santé, simplement par peur d'attraper la Covid-19, mais les encourager plutôt à s'y rendre pour recevoir des soins médicaux;

c. Amélioration des conditions économiques des populations

- Poursuivre la distribution gratuite des kits de protection au profit du personnel de santé et des ménages les plus vulnérables, de même que l'application des mesures sociales en faveur des populations ;
- Promouvoir la fabrication locale des savons, cache-nez, gel hydro-alcooliques par des groupes de femmes et de filles, notamment.

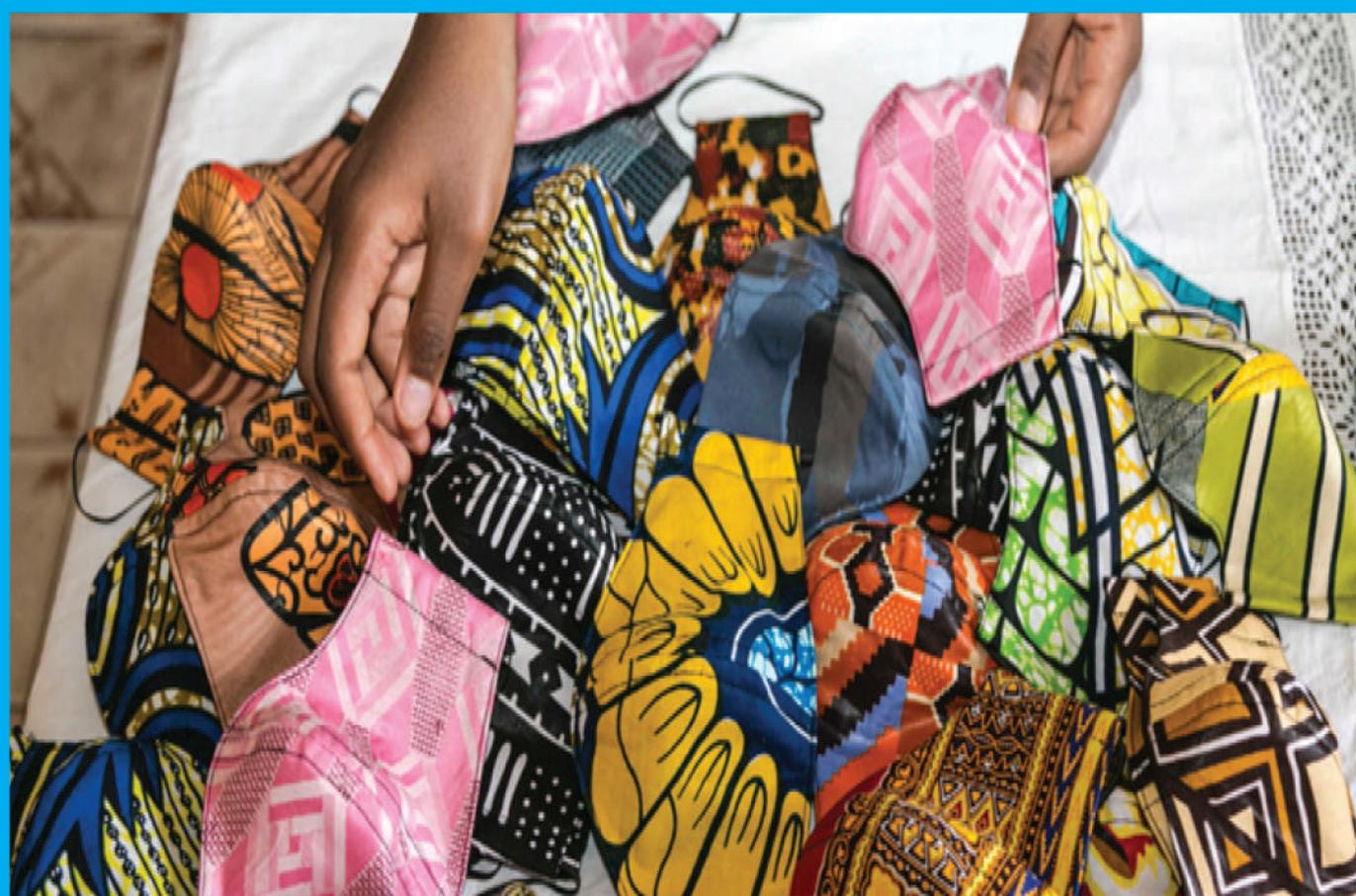
d. Lutte contre les violences domestiques

- Mener un plaidoyer auprès du Gouvernement afin d'intégrer des mesures de protection des femmes et filles victimes de violences domestiques dans les stratégies de riposte contre la Covid-19;

- sensibiliser les communautés sur le risque accru de violence domestiques pendant cette crise sanitaire et à la nécessité de rester en contact avec les femmes victimes de violence;
- Mettre en place un numéro vert pour faciliter l'identification et l'orientation des victimes de violences domestiques vers les structures de prise en charge.

e. Recherche - action

- Mener un plaidoyer auprès du MINSANTE, en vue de la diffusion de données épidémiologiques désagrégées par sexe et par âge;
- Approfondir la recherche sur les effets genre de la Covid-19 dans les ménages ;
- Orienter la recherche vers l'action en identifiant les facteurs sociaux qui pourraient permettre de réduire la morbidité/mortalité due à la Covid-19.



15. Comment citer ce document ?

ONUFEMMES-BUCREP(2020). COVID-19 Gender Impact Rapid Assessment Survey (Covid-19 GIRAS), Rapport d'enquête, 32p.

16. Quels sont les documents de références ?

FRIPPIAT, D. & MARQUIS, N. (2010), Les enquêtes par Internet en sciences sociales : un état des lieux. Population, vol. 65(2), 309-338. doi:10.3917/popu.1002.0309.

INS (2014), Pauvreté et activité économique, Quatrième Enquête Camerounaise auprès des Ménages, 4p. Disponible sur <http://www.statistics-cameroon.org/news.php?id=393> (consulté le 30-06-2020).

MINSANTE (2020), CAMEROUN, Rapport de situation COVID-19, N°23, Période du 28 au 30/04/2020, 4p.

ONU (2020), COVID-19 : l'ONU alarmée par la flambée des violences domestiques. Disponible sur <https://www.un.org/fr/Covid-19-riposte-globale/Covid-19-lonu-alarmée-par-la-«-flambée-»-des-violences-domestiques> (consulté le 2 juin 2020).

WHO (2020), Coronavirus disease (COVID-2019) situation reports. Disponible sur <https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/situation-reports> (consulté le 5 juin 2020).

LISTE DES CONTRIBUTEURS

Coordination Générale

BUCREP

Mme MBARGA Bernadette

M. ABDOULAYE OUMAROU Dalil

UNWOMEN

Mme HIND JALAL

DIRECTEUR GENERAL

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

REPRESENTANTE ai

Supervision

Mme NYELE ABANDA Marie Damaris

Dr. TEKE Johnson

DRE/BUCREP

DERTP/BUCREP

Coordination Technique

Dr. EYINGA DIMI Esther Crystelle

WAFFO Ulrich Inespéré

Michèle SEROUSSI

CTDP/BUCREP

Gender Statistic and SGDs Specialist
UNWOMEN Cameroon

Gender Statistic Specialist
UNWOMEN West and Central Africa Re-
gional Office

Equipe de rédaction

DAYANG Romain

EFON ETINZOH Hervé Joël

VESSAH MOULAY Idriss

NDZOMO NKAMA Félix Alexandre

BOGMIS Marcel

Dr. MONGBET Abêt

ABONDO Olivier

ANGUISSA Christian

ASTADJAM YAOUBA

BAKEDECK Ulrich Thomas

BELL IV

BOMOKIN Pascal

EKAMBI LOULOUGA Patrick

EKANGO EPOH Jean

MACKY SAM Georges Gabriel

MOUTE Charles

MVODO Victor Stéphane

NGOULOURE Muhammed AZIZ

OLEMBA OLEMBA Prosper Fils

CR/BUCREP

CCFNL/BUCREP

CER/BUCREP

BUCREP

Equipe de programmation informatique et de traitement des données

MBOUYAP KAMTCHA Yves Merlin

NDJECK MAHA MBOMEKET Jean Emmanuel

BELL IV

BUCREP

BUCREP

BUCREP

Traduction

Dr. KIJEM Joseph YUH

BUCREP

MAGNUS TUFU FOIN

BUCREP

[Infographie](#)

OKO'O ZEH Marie

BUCREP

[Autres contributeurs](#)

MENGATA Pierre Debré

Chef de Cellule MINPROFF

NGORO Joseph Bonaparte

MINPROFF

PENDA TIMBA Auguste Sylvain

Chef de Service MINPROFF

NGONG NTSAMA Pancrace

Chargé d'Etudes MINPROFF

BATAKE Emmanuel

GDJN

BOWA Nadège Christelle

GDJN

TCHUILEU Alexandra

GDJN

APEDO AMAH Adakou

GTOG

NGO SENDE Chantal

GTOG

MBECK Elie Walter

CSAG

NGAMBI Nicoletta

Experte Genre et Humanitaire UNWOMEN

MFOUAPON Salomon

Expert National VBG Humanitaire UNWOMEN

[Diffusion du lien du questionnaire](#)

MINPROFF

IFORD

ISSEA

PROGRAMME « MAKING EVERY WOMAN AND GIRL COUNT »



Making Every Woman and Girl Count (Women Count):

Le programme phare d'ONU Femmes Making Every Woman and Girl Count (Women Count) vise à contribuer à l'amélioration de la production et de l'utilisation des statistiques de genre et des statistiques désagrégées, afin de soutenir la mise en œuvre et le suivi des ODD aux niveaux national et local.

Au Cameroun, le programme vise à renforcer l'intégration du genre dans la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique, afin d'effectuer un meilleur suivi de l'ODD 5 et des indicateurs genre des autres ODD. Il est question de faire en sorte que les statistiques de genre soient disponibles, accessibles et analysées pour éclairer l'élaboration des politiques, le plaidoyer et la redevabilité. De même, il est question de veiller à ce que les processus de gouvernance, de budgétisation et de planification nationales reflètent pleinement la redevabilité des engagements nationaux et internationaux en matière de genre et d'égalité des sexes.

Actions Phares du programme

- Appui au renforcement du cadre normatif et institutionnel de production et d'utilisation des statistiques de genre au Cameroun.
- Promotion de la compilation de données pertinentes sur le genre et leur diffusion auprès des utilisateurs.
- Promotion de la production de connaissances, du partage d'expériences et de la communication sur les statistiques de genre et les ODD en général et l'ODD 5 en particulier.
- Renforcement des capacités des statisticiens sur l'intégration du genre dans les processus de production et d'analyse des statistiques.
- Accompagnement des structures en charge de la production des statistiques pour l'intégration du genre dans les principales opérations de production statistique.

Principales Réalisations en 2019

1. L'appui à la mise en place d'un Comité Interministériel sur les Statistiques de Genre au Cameroun Co-présidé par le MINPROFF et l'INS
2. L'appui à la mise sur pieds d'un Groupe de Travail Permanent sur les Statistiques de Genre au sein de l'Institut National de la Statistique ;
3. L'appui à l'élaboration et à l'adoption en cours, d'un cadre normatif sur les statistiques de genre au Cameroun assorti d'une liste minimale d'indicateurs de genre à produire régulièrement par la Système Statistique National (SSN) ;
4. Appui à la mise en place d'un réseau de points focaux sur les statistiques de genre des principaux ministères et organismes gouvernementaux,
5. Renforcement des capacités des acteurs du Système Statistique National sur les statistiques de genre. Au total; 141 statisticiens, démographes et autres personnels en charge de la statistique: BUCREP, MINPROFF, RGAE, Universitaires, Etudiants de grandes écoles de statistiques, Représentants d'OSC ont été formés ;
6. Appui à l'accompagnement de la prise en compte du genre dans la réalisation des grandes opérations statistiques en cours notamment le RGPH et le RGAE ;
7. Appui à la mise sur pieds d'un réseau de journalistes et de communicateurs sur les statistiques de genre au Cameroun. Ce réseau a pour but de faciliter la diffusion des statistiques de genre disponibles au sein du SSN auprès d'une gamme variée d'utilisateurs
8. Appui à la mise sur pieds d'un Système d'Information Statistique sur le genre au MINPROFF, avec l'appui de l'Institut National de la Statistique.



Nos Missions

Le BUCREP assiste les pouvoirs publics et les acteurs du développement dans la prise en compte des phénomènes démographiques pour l'élaboration et l'application des stratégies de développement socio-économique dans le cadre des objectifs prioritaire définis par le Gouvernement.

A ce titre il est chargé :

- de concevoir la méthodologie des recensements et enquêtes à caractère démographique et d'en assurer l'exécution ;
- d'élaborer et d'assurer le suivi des programmes d'études démographiques en vue de permettre la prise en compte de la variable « Population » dans le processus de développement socio-économique ;
- d'élaborer des indicateurs sociodémographiques à travers des recensements, études, recherches et enquêtes auprès de la population.

Nos Partenaires

Administrations publiques, collectivités territoriales décentralisées, organismes publics et parapublics, organisations internationales, investisseurs privés, partenaires au développement, ONG...

Our Missions

BUCREP assists public authorities and other development stakeholders in taking into account demographic variables in the formulation and implementation of socio-economic development strategies within the framework of priority objectives defined by Government.

In this connection, it is responsible for :

- designing and implementing censuses and demographic surveys methodologies;
- initiating and following up of population study programmes so as to promote the consideration of demographic variables in socio-economic planning;
- and estimating socio-demographic indicators from censuses and demographic surveys.

Our Partners

Government services, local governments, public and parapublic bodies, international organizations, investors, development partners, NGO...

Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population



Contact : MFANDENA - STADE OMNISPORTS,
A proximité du Centre Régional des Impôts du Centre
Boîte postale : 12 932 Yaoundé - Cameroun
E-mail : Contact@bucrep.cm
Téléphone / Fax : (237) 22 20 30 71
www.bucrep.cm/www.bucrep.org

